

# **Les 100 jours d'Obama : il faut que tout change pour que rien ne change....**

samedi 9 mai 2009, par [CREMIEUX Léon](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mai 2009).

**Trois mois après son investiture, Barack Obama recueille encore dans les sondages 73% d'opinions favorables. Il trouve toujours de fervents supporters, même dans les secteurs les plus à gauche de la société américaine.**

Evidemment, le départ de G. W. Bush, le fauteur de guerre, et de ses discours inspirés par les fondamentalistes catholiques, était réjouissant, ainsi que l'arrivée historique du premier président noir à la Maison Blanche. De même, les déclarations sur le retrait prochain des troupes US d'Irak, la fermeture annoncée de Guantanamo, la levée de mesures de restrictions pour les familles cubaines, la volonté annoncée de lutter contre le changement climatique, la levée de restrictions de budget pour le droit à l'avortement... A l'évidence, le style, les déclarations rompent avec l'administration antérieure... Il est vrai qu'il était dur de faire pire ! Chacun peut avoir la sensation d'une fenêtre qui s'ouvre, débarrassant des miasmes nauséabonds.

Et pourtant, à y regarder de plus près, les travailleurs et les couches populaires américaines n'ont guère de raison d'espérer de réels changements. Ils devraient plutôt craindre de subir une politique toute dédiée aux grands groupes industriels et financiers dont ils subiront toutes les conséquences.

Le meilleur exemple est sûrement General Motors (GM). Michael Moore, réalisateur de nombreux brûlots réjouissants sur la société américaine et contre la guerre, vient de s'émerveiller qu'Obama ait osé pousser le PDG de l'entreprise, Rick Wagoner, à démissionner, à la suite de la banqueroute de sa société. C'est le côté jardin de la politique d'Obama, à condition de ne pas oublier que Wagoner s'en va avec 23 millions de dollars de parachute doré... Mais, parallèlement, après avoir consenti à GM 15,4 milliards de dollars d'aide fédérale, le gouvernement est en train de mettre en place un plan de 21000 licenciements tout en imposant à l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile, de renflouer l'entreprise en plaçant les fonds d'assurance maladie en actions GM ! Exemple révélateur d'une politique où les fonds publics, et même ceux des salariés, servent, comme en Europe, à renflouer les entreprises en faisant payer le prix fort aux travailleurs.

## **Renouveau diplomatique**

L'équipe d'Obama est d'ailleurs révélatrice de ce « changement sans changement ». Robert Gates, ancien secrétaire à la Défense de Bush, a gardé ses fonctions. Tout un symbole ! La publication du rapport sur l'utilisation de la torture par l'armée ne risque guère de l'entacher puisqu'Obama a déclaré que personne ne serait inquiété pour ces pratiques...

Concernant la politique étrangère, la musique change, mais les paroles sont souvent semblables. On comprend bien que, concernant Cuba ou l'Iran, des changements de ton vont s'opérer. Mais, par exemple, concernant Cuba, Obama s'est limité à lever des entraves mises par Bush en 2004 concernant les échanges des familles cubaines de Miami... rien sur le blocus qui étouffe l'île depuis des décennies.

Il n'est pas question de remettre en cause le bouclier de missiles nucléaires en Europe, malgré les grandes envolées sur le désarmement. Pendant ce temps, l'intervention en Afghanistan et les bombardements sur le Pakistan s'accroissent. Enfin, concernant Israël, la nomination d'Hillary Clinton aux Affaires étrangères est un gage donné à l'Etat sioniste : le soutien des Etats-Unis ne faiblira pas, même si Obama compte bien réparer les dégâts de la politique Bush au Moyen-Orient. Des responsables politiques de gauche en France ont cru bon, ces derniers temps, d'opposer les plans économiques d'Obama à ceux de Sarkozy, donnant aux premiers des vertus progressistes.

### **Budgets sociaux à la baisse**

N'oublions pas d'abord qu'Obama doit une partie de sa victoire face à Mac Cain, au soutien affirmé de Wall Street et de la presse financière, en fin de campagne, et que tous les responsables économiques de son cabinet (Larry Summers, conseiller économique ; Timothy Geithner, secrétaire au Trésor) étaient directement impliqués dans les politiques économiques antérieures. Proches des milieux financiers de Wall Street, leurs nominations ont été saluées par Henry Paulson, le secrétaire du Trésor de Bush, comme étant en continuité avec sa politique. Et pour cause !

Les plans de relance de l'administration Obama, le budget et le plan Geithner visent, par divers mécanismes, à assécher les fonds toxiques, les racheter avec l'aide des investisseurs privés, mais surtout avec la garantie de l'Etat, et cela à une hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars.

Pendant ce temps, des dizaines de milliers de salariés se retrouvent au chômage chaque mois, 12,5 millions au total (fin mars), soit 8,1% de la population active. 80% des familles insolubles n'obtiendront aucune aide empêchant leur expulsion. Enfin, les allègements fiscaux prévus par le plan de 287 milliards d'allègements fiscaux profiteront essentiellement aux contribuables les plus fortunés. Obama lui-même annonce déjà que les déficits budgétaires (plus de 8% en 2009) auront pour conséquence une réduction des budgets sociaux dans les prochaines années...

---

### **P.-S.**

\* Paru dans « Tout est à nous » (TEAN) n°7 du 7 mai 2009.